

## ORDE VAN VLAAMSE BALIES

[C - 2006/18019]

**Wijziging van artikel 2 van het reglement van de Orde van Vlaamse Balies inzake de financiële regeling bij de overstap naar een andere balie**

Artikel 2 van het reglement inzake de financiële regeling bij de overstap naar een andere balie, goedgekeurd door de algemene vergadering op 4 juni 2003 en overeenkomstig het (oud) artikel 497 Ger.W. aangezegd op 11 juni 2003, wordt vervangen als volgt :

**Artikel 2.** De advocaat is de baliebijdrage verschuldigd aan de Orde van advocaten waar hij ingeschreven is op het tableau.

Wanneer de advocaat, ingeschreven op het tableau, in de loop van het kalenderjaar overstapt naar een andere balie, blijft de baliebijdrage die hij voor dat kalenderjaar verschuldigd is integraal verworven voor de Orde van advocaten die hij verlaat, en betaalt hij datzelfde kalenderjaar geen bijdrage aan de Orde van advocaten waar hij wordt ingeschreven.

Wanneer een advocaat, ingeschreven op het tableau van meerdere Ordes van advocaten, in de loop van het kalenderjaar overstapt van een balie waar hij ingevolgdde artikel 5 van het reglement inzake vestiging van meerdere kantoren de helft van de jaarlijkse bijdrage betaalt, naar een andere balie, dan geldt bovenstaande regeling evenzeer.

Goedgekeurd op de algemene vergadering van de Orde van Vlaamse Balies, op 25 januari 2006.

## ORDRE DES BARREAUX FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE

[C - 2006/18016]

**Règlement de l'O.B.F.G. du 16 janvier 2006 sur le maniement de fonds de clients ou de tiers**

Considérant que dans l'exercice de son activité professionnelle, l'avocat est confronté à la nécessité de manier des fonds appartenant à des clients ou à des tiers;

Considérant la nécessaire interdiction faite à l'avocat de mêler ses propres fonds à ceux des clients ou des tiers;

Considérant que les règles des barreaux francophones et germanophone concernant le maniement des fonds de clients ou de tiers laissent apparaître une diversité de nature à affecter les relations entre les membres de ces barreaux et qu'il y a dès lors lieu de les unifier (art. 495 et 496 du Code judiciaire);

L'Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique arrête le règlement suivant :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sauf à justifier de l'usage du "compte de tiers" d'un autre avocat, d'une association ou d'une société d'avocats, l'avocat est titulaire d'un compte intitulé "compte de tiers" exclusivement destiné à toute opération relative au maniement de fonds de clients ou de tiers.

L'avocat communique au bâtonnier de l'Ordre auquel il est inscrit le numéro de "compte de tiers" dont il est titulaire ou dont il a l'usage. Un compte utilisé par un avocat et qui n'a pas été communiqué à son bâtonnier, ne peut, en aucun cas, avoir la qualité de "compte de tiers".

L'annuaire de chaque Ordre mentionne face au nom de chaque avocat inscrit, que ce soit au tableau, à la liste des avocats qui exercent la profession sous le titre professionnel d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ou encore à la liste des stagiaires, le numéro de "compte de tiers" dont il est titulaire ou dont il a l'usage.

L'avocat ne peut être titulaire en principe que d'un seul "compte de tiers".

Toutefois, l'avocat qui désire être titulaire de plus d'un "compte de tiers" peut, moyennant communication préalable des numéros de ceux-ci à son bâtonnier, utiliser plusieurs "comptes de tiers".

**Art. 2.** Le "compte de tiers" est un compte à vue et ne peut être ouvert qu'auprès d'une institution financière agréée par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, avec laquelle ce dernier a passé une convention reprenant impérativement les dispositions suivantes :

- 1) Le "compte de tiers" ne peut jamais être en débit;
- 2) Aucun crédit, sous quelque forme que ce soit, ne peut être consenti sur un "compte de tiers", lequel ne pourra jamais servir de sûreté;
- 3) Aucune compensation, fusion, ou stipulation d'unicité de compte entre le "compte de tiers" et d'autres comptes en banque ne pourra exister;
- 4) Le "compte de tiers" ne peut rapporter aucun intérêt ni aucun profit de quelque type que ce soit à son titulaire, sans préjudice de la possibilité pour l'O.B.F.G. ou les Ordres d'avocats de convenir avec l'institution financière que les intérêts produits par les comptes, sous déduction des éventuels frais, leur soient versés annuellement en vue de les répartir au prorata des mouvements enregistrés sur la même période par chacun des Ordres d'avocats concernés aux fins d'assurer par chacun de ceux-ci un meilleur service aux justiciables;
- 5) L'ouverture ou la clôture d'un "compte de tiers" est signalée par l'institution financière au bâtonnier de l'Ordre des avocats auquel l'avocat est inscrit;
- 6) Dès l'ouverture de son "compte de tiers", l'avocat donne irrévocablement tout pouvoir au bâtonnier de l'Ordre des avocats dont il relève, de recevoir de la part de l'institution financière communication et copie de toutes les opérations sans aucune exception qui ont eu lieu sur ce "compte de tiers".

**Art. 3.** Seul le "compte de tiers" peut être utilisé lorsque l'avocat effectue une opération relative au maniement de fonds de clients ou de tiers.

Ainsi, les fonds reçus par l'avocat pour compte d'un client ou d'un tiers, que ce soit en espèces, par chèque, versement ou virement, sont immédiatement portés au crédit de ce "compte de tiers".

De la même manière, l'avocat ne peut transférer de tels fonds à un confrère que par versement ou virement au "compte de tiers" de celui-ci.

L'avocat dont le "compte de tiers" n'est pas indiqué sur son papier à lettres, doit toujours préciser par écrit, lorsqu'il demande des fonds, le numéro de "compte de tiers" auquel ceux-ci doivent être versés, précédé de la mention "compte de tiers".

**Art. 4.** L'avocat ne peut, en aucun cas, transférer tout ou partie des fonds reçus à son "compte de tiers" vers un compte honoraires ou à son profit, qu'il s'agisse du paiement de provisions, d'honoraires ou de remboursement de frais, sans en aviser simultanément son client par écrit.

**Art. 5.** L'avocat veille à transférer à qui de droit les fonds enregistrés sur son "compte de tiers", dans les plus brefs délais.

**Art. 6.** Lorsque l'avocat est appelé à recevoir des fonds appartenant à un client ou à un tiers à titre de cantonnement, de consignation ou en qualité de séquestre, il les dépose dans les plus brefs délais sur un compte spécialement ouvert à cet effet auprès d'une institution financière agréée conformément à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 7.** Le bâtonnier peut prendre toutes les mesures conservatoires que la situation exigerait; il peut notamment interdire, pour une période déterminée, le maniement de fonds de clients ou de tiers à l'avocat qui ne respecterait pas les dispositions du présent règlement, ou désigner un mandataire ad hoc chargé d'assurer le maniement des fonds de clients ou de tiers en ses lieu et place.

**Art. 8.** Le présent règlement tel que modifié par l'assemblée générale de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone du 16 janvier 2006 entre en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant sa publication au *Moniteur belge*.

## ÜBERSETZUNG

### KAMMER DER FRANZÖSISCHSPRACHIGEN UND DEUTSCHSPRACHIGEN ANWALTSCHAFTEN

[C - 2006/18016]

#### Regelung der Kammer der Französischsprachigen und Deutschsprachigen Anwaltschaften vom 16. Januar 2006 über die Handhabung der Guthaben von Kunden oder von Drittpersonen

In Anbetracht der Tatsache, dass der Rechtsanwalt in der Ausübung seiner Berufstätigkeit mit der Notwendigkeit konfrontiert wird, Guthaben zu handhaben, die Kunden oder Drittpersonen gehören;

In Anbetracht des notwendigen Verbots für den Rechtsanwalt, seine eigenen Geldmittel mit denjenigen der Kunden oder der Drittpersonen zu vermischen;

In Anbetracht der Tatsache, dass die Regeln der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften in Bezug auf die Handhabung der Geldmittel von Kunden oder von Drittpersonen soweit auseinander gehen, dass sie Auswirkungen auf die Beziehungen zwischen den Mitgliedern dieser Anwaltschaften haben, so dass es angebracht erscheint, diese zu vereinheitlichen (Artikel 495 und 496 des Gerichtsgesetzbuches);

Die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften Belgiens verabschiedet somit folgende Regelung:

**Artikel 1** - Insofern er nicht nachweisen kann, dass er das "Drittgeldkonto" eines anderen Rechtsanwaltes, einer Rechtsanwaltsvereinigung oder -gesellschaft nutzt, muss der Rechtsanwalt Inhaber eines Kontos mit der Bezeichnung "Drittgeldkonto" sein, das ausschließlich für die Operationen bestimmt ist, die sich auf die Handhabung der Guthaben von Kunden oder von Drittpersonen beziehen.

Der Rechtsanwalt teilt dem Präsidenten der Kammer, bei der er eingetragen ist, die Nummer des "Drittgeldkontos" mit, dessen Inhaber er ist oder das er nutzt. Ein von einem Rechtsanwalt genutztes Konto, das seinem Präsidenten nicht mitgeteilt worden ist, kann in keinem Fall die Eigenschaft eines "Drittgeldkontos" besitzen.

Das Jahrbuch jeder Kammer erwähnt in Verbindung mit dem Namen eines jeden eingetragenen Rechtsanwaltes sowohl im Verzeichnis als auch in der Liste der Rechtsanwälte, die ihren Beruf unter dem beruflichen Titel eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union ausüben, und in der Liste der Praktikanten die Nummer des "Drittgeldkontos", dessen Inhaber er ist oder das er nutzt.

Der Rechtsanwalt kann im Prinzip nur Inhaber eines einzigen "Drittgeldkontos" sein.

Allerdings kann der Rechtsanwalt, der Inhaber mehrerer "Drittgeldkonten" sein möchte, mittels vorheriger Mitteilung der Nummern dieser Konten an seinen Kammerpräsidenten mehrere "Drittgeldkonten" nutzen.

**Art. 2** - Das "Drittgeldkonto" ist ein Sichtkonto und kann nur bei einem durch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften anerkannten Finanzinstitut eröffnet werden, mit dem letztere ein Übereinkommen getroffen hat, das unbedingt folgende Bestimmungen enthält:

- 1) Das "Drittgeldkonto" darf niemals überzogen werden;
- 2) Auf einem "Drittgeldkonto" darf keinerlei Kredit gewährt werden, gleichgültig unter welcher Form, und dieses Konto kann nie als Sicherheit dienen;
- 3) Es darf keinen Ausgleich, keine Fusion oder Kontoeinheitsbestimmung zwischen dem "Drittgeldkonto" und andere Bankkonten bestehen;
- 4) Das "Drittgeldkonto" darf seinem Inhaber keinerlei Zinsen oder Profit irgendeiner Art bescheren, dies unbeschadet der Möglichkeit für die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften oder die Rechtsanwaltskammern, mit dem Finanzinstitut zu vereinbaren, dass die durch die Konten erwirtschafteten Zinsen nach Bereinigung etwaiger Kosten ihnen jährlich ausgezahlt werden, um diese im Verhältnis zu den innerhalb derselben Periode durch eine jede betroffene Rechtsanwaltskammer registrierten Bewegung zu verteilen, damit eine jede dieser letzteren den Rechtssuchenden bessere Dienste leisten kann;
- 5) Das Finanzinstitut teilt dem Präsidenten der Anwaltskammer, bei der der Rechtsanwalt eingetragen ist, die Eröffnung oder den Abschluss eines "Drittgeldkontos" mit;
- 6) Der Rechtsanwalt erteilt dem Präsidenten der Anwaltskammer, bei der er eingetragen ist, ab dem Tage der Eröffnung seines "Drittgeldkontos" eine unwiderrufliche Vollmacht, vom Finanzinstitut die Mitteilung und die Kopie aller Operationen zu erhalten, die über dieses "Drittgeldkonto" ausgeführt worden sind.

**Art. 3** - Nur das "Drittgeldkonto" darf benutzt werden, wenn der Rechtsanwalt eine Operation in Bezug auf Gelder von Kunden oder Drittpersonen durchführt.

Die Gelder, die der Rechtsanwalt für Rechnung eines Kunden oder eines Dritten erhalten hat, sei es in Bar, durch Scheck, Zahlung oder Überweisung, müssen somit sofort diesem "Drittgeldkonto" gutgeschrieben werden.

Auf dieselbe Art und Weise kann der Rechtsanwalt solche Gelder einem Kollegen nur durch Zahlung oder Überweisung auf das "Drittgeldkonto" desselben übertragen.

Der Rechtsanwalt, dessen "Drittgeldkonto" nicht auf seinem Briefpapier angegeben ist, muss die Nummer des "Drittgeldkontos", auf das die Gelder zu überweisen sind, immer schriftlich mit dem Vermerk "Drittgeldkonto" angeben, wenn er Geld anfordert.

**Art. 4** - Der Rechtsanwalt darf auf keinen Fall die Gesamtheit oder einen Teil der Gelder, die auf seinem "Drittgeldkonto" eingegangen sind, auf sein Honorarkonto oder zu seinen Gunsten transferieren, selbst wenn es sich um die Zahlung von Provisionen, Honoraren oder Kostenerstattungen handelt, ohne gleichzeitig seinen Kunden schriftlich hierüber zu benachrichtigen.

**Art. 5** - Der Rechtsanwalt achtet darauf, dass die auf seinem "Drittgeldkonto" eingegangenen Gelder so bald wie möglich an denjenigen weitergeleitet werden, dem diese zustehen.

**Art. 6** - Wenn der Rechtsanwalt Gelder als Hinterlegung, zur Sicherheit oder als Zwangsverwalter erhalten soll, die einem Kunden oder einer Drittperson gehören, so muss er sie so bald wie möglich auf ein besonderes, speziell zu diesem Zweck bei einem gemäß Artikel 1 anerkannten Finanzinstitut eröffnetes Konto einzahlen.

**Art. 7** - Der Präsident der Anwaltskammer kann alle Schutzmaßnahmen ergreifen, die die Lage erfordern würden; er kann insbesondere dem Rechtsanwalt, der die Bestimmungen der vorliegenden Regelung nicht respektieren würde, die Handhabung von Geldern von Kunden oder Drittpersonen für eine bestimmte Periode untersagen oder einen zu diesem Zweck Bevollmächtigten ernennen, der damit beauftragt wird, die Handhabung der Gelder von Kunden oder von Drittpersonen an seiner Stelle zu gewährleisten.

**Art. 8** - Die vorliegende Regelung tritt am ersten Tag des vierten Monats nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, wie sie von der Generalversammlung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Anwaltschaften vom 16. Januar 2006 abgeändert worden ist.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2006/00095]

#### 19 JANUARI 2006. — Omzendbrief GPI 47 betreffende sommige verlopen toegekend in 2006

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Gelet op de bespreking van de voorstellen ter zake tijdens het hoog overlegcomité voor de politiediensten van 9 november 2005, vindt u hierna, voor het jaar 2006, de richtlijnen betreffende de reglementaire feestdagen toegestaan door de commissaris-generaal of door de korpschef evenals de data waarop bepaalde vervangende verlofdagen dienen genomen te worden.

#### 1. Verlofkalender 2006 :

1.1. Reglementaire feestdagen vastgesteld door de ter zake bevoegde overheid

Bij toepassing van artikel I.I.1, 19°, RPPol, worden door de commissaris-generaal of de overheden die hij aanwijst voor de federale politie, of door de korpschef of de dienst die hij aanwijst voor de lokale politie, twee reglementaire feestdagen toegekend.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2006/00095]

#### 19 JANVIER 2006. — Circulaire GPI 47 concernant certains congés octroyés en 2006

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

Pour information :

A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

Suite aux propositions émises et discutées lors du comité supérieur de concertation pour les services de police du 9 novembre 2005, vous trouverez ci-après, pour l'année 2006, les directives concernant les jours fériés réglementaires octroyés par le commissaire général ou par le chef de corps ainsi que les dates auxquelles certains jours de congé de substitution doivent être pris.

#### 1. Calendrier des congés en 2006 :

1.1. Jours fériés réglementaires fixés par l'autorité compétente à cet effet

Deux jours fériés réglementaires sont octroyés en application de l'article I.I.1<sup>er</sup>, 19°, PJPol, par le commissaire général ou les autorités qu'il désigne pour la police fédérale, ou par le chef de corps ou le service qu'il désigne pour la police locale.